



Commune de Chevroux

**Directive d'application du
30 avril 2024 relative au Règlement
du camping communal**

La Municipalité de Chevroux

Art 1 DISPOSITIONS GENERALES

Le règlement actuel du camping date du 6 février 2013 et a été validé par toutes les instances politiques concernées. Au moment de son application, plusieurs constructions ont bénéficié de ce qui était déjà acquis même si ces dernières n'étaient pas rigoureusement conformes à la LCCR. Depuis plus de 10 années, l'application du règlement a été mise à mal par les nombreux acquis antérieurs au règlement et la volonté des diverses Municipalités de faire preuve d'égalité de traitement et de juste proportionnalité dans l'application des lois en vigueur. En regard de ce qui précède, la Municipalité actuelle a envoyé une lettre en 2023 en rapport avec le rappel de certains articles qui devaient impérativement être respectés et qui impliquaient déjà certains ajustements qui devaient s'opérer au plus tard en mars 2025. La présente directive d'application a pour but non seulement de mettre en application le règlement pour toutes les parcelles concernées mais également d'assurer une mise à jour qui tient compte de l'évolution des lois en vigueur notamment en matière de construction, d'aménagements extérieurs, d'incendie et de bienséance. Cette directive ne remplace par le règlement du camping mais définit précisément les mesures qui doivent être dès à présent appliquées pour parvenir à une totale conformité avec le règlement communal et la LCCR.

Art 2 CLOTURES

Dans la mesure où les clôtures privées fixes ou amovibles sont interdites dans la zone de camping, une lettre a été envoyée en avril 2023 pour que les nombreuses clôtures fixes soient remplacées par des haies végétalisées. Les végétaux devront être indigènes tels que les troènes (le type de végétaux doit être soumis pour approbation à la Municipalité). Le délai de cette mise en application était de 2 ans, soit jusqu'en mars 2025 au plus tard.

Art 3 INSTALLATIONS FIXES

Comme mentionné dans l'article 1, de nombreuses installations fixes (dallage, abris, avant-toits en tôle ou en bois,...) avaient été réalisées avant la mise en place du règlement. Il est difficile de définir pour la Municipalité actuelle ce qui a été fait avant le 6 février 2013 ou ce qui a été toléré par les ancienne Municipalités de manière exceptionnelle. Dans la mesure où cela contrevient au règlement, dès à présent, aucune nouvelle installation en dur (dalles scellées, abri scellé au sol, avant-toit en bois,...) ne pourra être validée. En ce qui concerne les avant-toits, ils ne pourront être qu'en toile. Pour les installations déjà existantes en dur, toute modification ou remplacement ne sera pas admis dans la mesure où les installations en dur sont appelées à disparaître pour assurer progressivement une conformité avec le règlement en application.

Art 4 EVACUATION DES EAUX USEES

Un bloc sanitaire existe dans le camping pour ce qui est de la zone caravaning. Ainsi, les cabines de douches ou les éventuels sanitaires dans les mobil homes ne sont pas censés être évacués dans le terrain. Il semblerait que certaines canalisations sauvages ont été réalisées et que des eaux usées sont directement déversées dans le terrain. Cette pratique est totalement interdite et un contrôle des évacuations sera effectué cette année sur l'intégralité des parcelles du secteur caravaning.

Art 5 SOUS-LOCATION / RBNB

La sous-location est totalement interdite sans le consentement de la Municipalité. Selon le nouveau règlement en vigueur relatif aux taxes de séjour en collaboration avec l'UCV, toute sous location non soumise à autorisation et qui aura généré un revenu dépourvu de taxe de séjour, fera l'objet d'une dénonciation.

Art 6 PARKING

Dès mai 2024, le système global du parking communal sera modifié. Le parking du camping sera payant et soumis à des conditions strictes mais exclusivement à disposition des résidents du camping. Les visiteurs seront appelés à parquer sur les autres parkings de la commune au tarif conventionnel. Pour ce qui est du parcage des voitures à l'endroit même des parcelles, le parcage des voitures ne sera autorisé que dans la mesure où la voiture pourra être intégralement située sur la parcelle de son propriétaire. Aucun dépassement ou positionnement d'un véhicule partiellement sur un chemin ou une parcelle voisine ne sera toléré.

Art 7 ORDURES MENAGERES

Pour mémoire, les ordures ménagères doivent être déposées dans les deux compacteurs à déchets, soit à la mini-déchetterie du port ou à la déchetterie communale. Il est interdit de déposer ses déchets devant le bloc sanitaire du port pas davantage que dans les poubelles des sanitaires du port.

Art 8 EXTINCTEURS

En raison des changements climatiques et des risques accrus des incendies associés à des sécheresses répétées, nous souhaitons qu'en plus des blocs sanitaires, chaque caravane/mobilhome/cabanon puisse être équipé au minimum d'un extincteur à poudre de 3kg qui permet d'éteindre des feux de solides, de liquides et de gaz.

Art 9 ENTRETIEN DE LA PARCELLE

L'entretien de chaque parcelle est à la charge de son locataire. Cela implique le taillage des haies, l'arrosage et la tonte du gazon. Pour ceux qui possèdent un arbre sur leur parcelle, ils ont également la responsabilité de l'élagage et doivent s'assurer que ce dernier ne dépasse pas 5m de hauteur. Il est néanmoins interdit d'abattre un arbre sans autorisation. Selon le règlement communal sur la protection du patrimoine arborisé, la demande doit être soumise à la Municipalité qui l'affichera aux piliers publics et sera seule habilitée à donner son autorisation au terme du délai d'affichage.

La version française de la présente directive fait foi.

Art 1 ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Das aktuelle Campingreglement wurde am 6. Februar 2013 erstellt und von allen zuständigen politischen Stellen genehmigt. Als es eingeführt wurde, profitierten einige bereits bestehende Gebäude von Ausnahmen, auch wenn sie nicht ganz den Regeln entsprachen. Seit über zehn Jahren wird die Anwendung dieser Regeln durch frühere Entwicklungen und den Willen der vorgängigen Gemeindeverwaltungen, die geltenden Gesetze fair und gleichmäßig durchzusetzen, beeinträchtigt. Angesichts dessen hat die aktuelle Gemeindeverwaltung 2023 ein Schreiben geschickt, um daran zu erinnern, dass bestimmte Regeln unbedingt eingehalten werden müssen. Diese Regeln erfordern auch bereits Anpassungen, die bis spätestens März 2025 umzusetzen sind. Diese Anwendungsrichtlinie zielt darauf ab, sicherzustellen, dass das Regelwerk für alle betroffenen Parzellen eingehalten wird und aktualisiert wird, um den sich ändernden Gesetzen, insbesondere in den Bereichen Bau, Außenanlagen, Brandschutz und Ordnung, gerecht zu werden. Diese Richtlinie ersetzt nicht das Campingreglement, sondern legt fest, welche Maßnahmen ab sofort ergriffen werden müssen, um eine vollständige Übereinstimmung mit den kommunalen Regeln und dem LCCR zu erreichen.

Art 2 DIE ZÄUNE

Da feste oder entfernbar private Zäune im Campingbereich verboten sind, wurde im April 2023 ein Schreiben verschickt, in dem gefordert wurde, dass die zahlreichen festen Zäune durch begrünte Hecken ersetzt werden. Die Pflanzen sollten einheimisch sein, wie z. B. Liguster (die Art der Pflanzen muss der Gemeindeverwaltung zur Genehmigung vorgelegt werden). Die Frist für diese Umsetzung beträgt zwei Jahre, d. h. bis spätestens März 2025.

Art 3 FESTE EINRICHTUNGEN

Wie in Artikel 1 erwähnt, wurden viele feste Installationen (Pflastersteine, Unterstände, Blech- oder Holzdächer,...) bereits vor der Einführung der Verordnung errichtet. Für die aktuelle Gemeindeverwaltung ist es schwierig zu definieren, was vor dem 6. Februar 2013 gemacht wurde oder was von den früheren Gemeindeverwaltungen in Ausnahmefällen toleriert wurde. Sofern es gegen die Verordnung verstößt, können ab sofort keine neuen festen Installationen (versiegelte Platten, am Boden befestigte Unterstände, hölzerne Vordächer,...) mehr genehmigt werden. Was die Vordächer betrifft, so dürfen diese nur aus Stoff sein. Bei bereits bestehenden festen Installationen ist jegliche Änderung oder Ersetzung nicht zulässig, da die festen Installationen verschwinden sollen, um schrittweise die Konformität mit den geltenden Vorschriften zu gewährleisten.

Art 4 ABLEITUNG VON ABWASSER

Auf dem Campingplatz gibt es einen Sanitärblock, soweit es den Wohnwagenbereich betrifft. Daher sollen die Duschkabinen oder eventuelle Sanitäranlagen in den Mobilheimen nicht auf das Gelände entwässert werden. Es scheint, dass einige wilde Kanalisationen angelegt wurden und Abwasser direkt auf das Gelände geleitet wird. Diese Praxis ist absolut verboten und eine Kontrolle der Abflüsse wird dieses Jahr auf allen Parzellen des Caravaning-Sektors durchgeführt.

Art 5 UNTERVERMIETUNG / RBNB

Die Untervermietung ist ohne die Zustimmung der Gemeindeverwaltung streng verboten. Gemäß dem neuen, in Zusammenarbeit mit der UCV erstellten Kurtaxenreglement wird jegliche Untervermietung, die nicht genehmigt wurde und ein Einkommen ohne Kurtaxe generiert, angezeigt.

Art 6 PARKPLATZ

Ab Mai 2024 wird das Gesamtsystem der kommunalen Parkplätze geändert. Der Parkplatz des Campingplatzes wird kostenpflichtig sein und strengen Auflagen unterliegen, aber ausschließlich den Bewohnern des Campingplatzes zur Verfügung stehen. Besucher sollen auf den anderen Parkplätzen der Gemeinde zu herkömmlichen Tarifen parken. Das Parken von Autos auf Parzellen ist nur dann erlaubt, wenn sich das Auto vollständig auf der Parzelle des Besitzers befindet. Jegliches Positionieren eines Fahrzeugs, das ganz oder teilweise auf einem Weg oder einer benachbarten Parzelle steht resp. hinausragt, wird nicht toleriert.

Art 7 HAUSMÜLL

Zur Erinnerung: Hausmüll muss in den beiden Müllpressen entsorgt werden, entweder in der Minisammelstelle am Hafen oder in der kommunalen Sammelstelle. Es ist verboten, Müll vor dem Sanitärgebäude im Hafen oder in den Mülleimern im Sanitärgebäude im Hafen zu entsorgen.

Art 8 FEUERSCHÜTZER

Aufgrund des Klimawandels und der erhöhten Brandgefahr, die mit wiederholten Dürren einhergeht, wünschen wir, dass zusätzlich zu den Sanitäranlagen jeder Wohnwagen/Mobilheim/Häuschen mindestens mit einem 3kg-Pulverfeuerlöscher ausgestattet wird, mit dem Brände von festen Stoffen, Flüssigkeiten und Gasen gelöscht werden können.

Art 9 PFLEGE DER PARZELLE

Für die Pflege jeder Parzelle ist der jeweilige Mieter verantwortlich. Dies beinhaltet das Schneiden der Hecken, das Bewässern und das Mähen des Rasens. Wer einen Baum auf seiner Parzelle hat, ist auch für das Beschneiden verantwortlich und hat dafür zu sorgen, dass der Baum nicht höher als 5 m wird. Es ist verboten, einen Baum ohne Genehmigung zu fällen. Gemäß der Gemeindeverordnung zum Schutz des Baumbestands muss der Antrag bei der Gemeindeverwaltung eingereicht werden, die ihn an den öffentlichen Säulen aushängt und nach Ablauf der Aushangfrist einzig berechtigt ist, eine Genehmigung zu erteilen.

Die französische Fassung dieser Richtlinie ist verbindlich.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 30 avril 2024

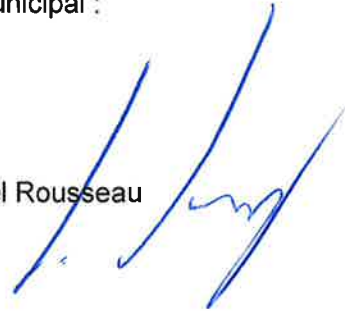
Le Syndic :



Charles Edouard Bonny



Le Municipal :



Daniel Rousseau